

L'épidémie, un enjeu pour l'avenir de l'Europe

Respectable Loge, Locarno 28, Orient de Paris, Région 13

Mots-clefs : Europe, Solidarité, Économie

L'Europe a failli sous le coup des crises successives

Les craintes suscitées par l'épidémie peuvent inciter à un repliement et à une approche étroitement nationaliste.

Une voie doit être trouvée entre l'ouverture dérégulée et brouillonne que nous connaissons et l'autarcie et la fermeture des frontières économiques et humaines. La voie est étroite, mais elle peut être trouvée. Il faut construire des outils de solidarité internationale.

Cela, déjà au sein de l'Union européenne, où une approche politique dominée par le seul souci de l'équilibre budgétaire, a occulté tous les autres besoins politiques, notamment en matière économique et sociale.

Ne peut-on solennellement demander aux instances de l'Union de proposer des politiques de solidarité, reposant aussi sur l'harmonisation des politiques sociales, volet oublié de la construction européenne ?

Les Francs-Maçons européens ont un devoir de sensibilisation forte sur ce sujet !

La solidarité européenne pourrait aussi comprendre d'autres aspects, comme par exemple une véritable politique territoriale. Il est patent que la monnaie unique, non accompagnée d'une véritable politique économique et d'aménagement du territoire, renforce les riches et affaiblit les pauvres. Est-ce « darwinisme européen » que nous voulons !

L'expérience, par exemple, du Mezzogiorno italien, paupérisé après l'unité italienne face à un Nord mieux armé industriellement, devrait être assez éclairante. Sans compter l'expérience française où, sans une politique d'aménagement forte, les disparités entre le nord et le sud du pays seraient certainement plus grandes.

De ce point de vue, un dosage harmonieux entre une « centralisation redistributive » et la décentralisation doit être un souci permanent.

Ce point ne concerne donc pas seulement l'harmonisation des politiques sociales dans l'Union, mais aussi l'harmonisation des politiques économiques et un interventionnisme économique redistributif entre les différents pays européens.

Ce n'est certes pas simple, mais la question doit être posée pour la survie du projet européen !

Les réponses à l'épidémie ouvrent cependant la voie à des espoirs de solidarité

Si l'on peut se réjouir que, comme pour chaque crise, un accord à l'arrachée ait été obtenu, on ne peut que déplorer qu'encore une fois aucun signe politique fort ne montre que l'Union Européenne n'est pas seulement un groupe de concertation entre des États ayant globalement des intérêts convergents, mais bien une vraie union entre des peuples et des pays ayant un avenir commun.

Les différentes réponses apportées par les États européens montrent la diversité dont l'Europe est riche ; cette crise nous montre qu'il est plus que jamais essentiel d'être ensemble et solidaire. Chaque pays prend ses décisions : un confinement long et strict en Italie, premier pays durement touché ; légèreté du Royaume-Uni avant que Boris Johnson ne soit touché. En France : on se confine et l'on cherche à résister encore et toujours à l'envahisseur-virus. En Suède, le modèle montre ses limites : la flexibilité au travail est déjà tellement extrême qu'il n'existe pas de marge de manœuvre pour maintenir l'économie « à distance » en cas de confinement généralisé.

La question que nous devons nous poser est celle de l'après : comment nous reconstruire et comment mieux nous préparer. C'est ensemble, au niveau européen que nous devons réagir. À court terme, relancer l'économie et l'emploi sans sacrifier le social ou l'environnement au nom d'un quelconque « rattrapage » ; au contraire, on se doit de reconstruire une économie moins carbonée et plus sociale

qu'elle ne l'était. À moyen terme, relocaliser sans doute certaines industries essentielles – en partie du moins – afin de garantir notre souveraineté européenne en cas de pandémie.

Il est donc désormais vital pour l'Europe de marquer et de conforter la coopération européenne.

Face aux premières positions souverainistes faisant penser au pire, c'est-à-dire à un éclatement inévitable de l'Europe, les derniers accords sur des solutions financières (la fusée à 4 étages) sont heureusement porteurs d'espoir sur la capacité de l'UE à rebondir face à la crise et à préserver un modèle unique de coopération internationale qui a quand même garanti la stabilité de la zone depuis 50 ans.

L'Europe se doit de réagir et de prendre des décisions communes sur la gestion de la suite de la pandémie (les vagues attendues de retour du virus avec les déconfinements) et sur l'après : soutien aux États, collaboration pour une politique commune de santé publique.

Cette crise sanitaire révèle la faiblesse intrinsèque de l'Union Européenne : le refus, dès le départ, de créer une Union politique, celle qui était justement l'idée de ses fondateurs dès le départ, mais qui ont dû très vite y renoncer, comme la communauté européenne de défense, pour un simple marché commun.

Face à une Europe dont les États se figent à la moindre crise, il faut une véritable volonté politique d'arriver à une réponse commune, solidaire car les réponses techniques sont insuffisantes.

La résolution de la question de la solidarité économique et sociale est essentielle pour l'avenir de l'Union européenne. Il faut une volonté politique européenne.